



## Edit'hebdo

Près de deux mois après le début du conflit au Moyen Orient, ses premières conséquences marquent l'activité. Au-delà des pressions visibles sur les prix, les enquêtes font état d'un attentisme de la part des chefs d'entreprise et d'une érosion marquée de la confiance des ménages...un cocktail qui amène à revoir en baisse les prévisions de croissance.

## LA FRANCE ABONNÉE À 0,9%

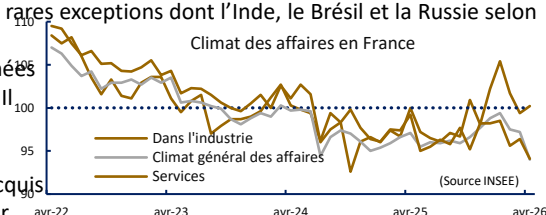
Le conflit dans le golfe, dont il est de plus en plus difficile de déterminer l'issue, conduit les instituts nationaux et les grandes organisations internationales à revoir leurs prévisions de croissance pour l'année 2026 et les suivantes. Elles le font certes avec parcimonie ...mais elles le font.

Ainsi au niveau mondial, le FMI a revu en baisse de quelques dixièmes de points ses prévisions pour 2026 et 2027, 3,1% puis 3,2%. Selon cette même institution, ce scénario de base pourrait souffrir de révisions plus importantes si le conflit perdurait. Aucun pays n'échappe à ce jour à cet ajustement baissier sauf quelques rares exceptions dont l'Inde, le Brésil et la Russie selon ces mêmes projections.

Pour le FMI, la France est abonnée au 0,9% et pour les 3 prochaines années. Ce scénario converge avec celui du gouvernement au moins pour 2026. Il est proche de celui présenté par plusieurs instituts de prévisions.

Il est décevant mais reste en territoire de croissance de notre activité au cours des prochains mois. Ce timide ajustement tient d'abord à un acquis positif en début d'année. Le second paramètre se concentre toujours sur

le fait que cette situation va trouver une issue favorable dans les prochaines semaines. Enfin, à ce jour, si les indicateurs d'activité encaissent ce choc, un certain nombre de secteurs pourraient en tirer partie dès que l'horizon sera plus dégagé. Il en est ainsi de l'aéronautique ou de l'armement qui accélèrent leur production. Il en est de même de la transformation du secteur énergétique qui pourrait profiter du coup d'accélérateur impulsé par les pouvoirs publics en matière d'électrification. A ce titre, même si les tensions sur l'énergie sont aussi visibles en France, elles n'ont pas encore conduit à une envolée des prix telle que celle que nous avons connue en 2022 ou même que celle qui pèse déjà chez certains de nos partenaires de la zone. Ainsi en mars, l'indice français a gagné 1,1%, celui de l'Allemagne 1,2 et celui de l'Espagne ou de l'Italie 1,7%. Depuis le pic d'inflation de la guerre en Ukraine, les prix en France ont gagné 15 points, plus de 20 points en Allemagne et près de 18 en Espagne ou en Italie. Cet écart inattendu au sein de l'UEM constitue à son tour un facteur de compétitivité relative à l'avantage de la France. Sa marge réduite en matière budgétaire conjuguée à un avantage énergétique réel lui laisse peu de choix si ce n'est de lancer un programme de mesures dans lequel tous les acteurs de l'économie peuvent embarquer ....dans la durée.



## LA CONJONCTURE



### USA

- **Léger rebond de l'indice de confiance du Conference board** à 92,8 en avril vs 92,2 en mars
- **Les indices PMI ressortent en hausse en avril.** A 54 dans l'industrie en hausse de 1,7 points et à 51,3 dans les services
- Les commandes de bines durables de mars

### ZONE EURO

- **Poursuite du reflux de la confiance des ménages** à -20,6 après -16,4 en mars
- Fragile résilience industrielle, l'indice de confiance regagne 30 points de base à -3,8 en avril.

### Allemagne

- **Reflux de l'Ifo** à 86,3 en avril sur fond de révision baissière de la croissance par le gouvernement de 1% attendue à 0,5% en 2026.

	24/04/2026	17/04/2026	02/01/2026
\$/€	1,17	1,17	1,17
Brent \$	105,37	101,64	59,7
Bond 10 ans	4,30	4,31	4,19
OAT 10 ans	3,71	3,69	3,60
Or Once \$	4596,4	4069,5	4352,9

## LES MARCHÉS DE TAUX

La résilience des marchés tient encore à un scénario d'une crise de courte durée .....

	24/04/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	7116,9	1,5	3,6
Nasdaq	24519,4	2,7	5,1
Euro 50	5919,5	-0,7	2,1
CAC 40	8221,7	-1,0	0,8
Nikkei	55194,2	5,2	9,6
MSCI EM	100378,1	1,8	14,6

## LE MARCHÉ DES ACTIONS

La saison des résultats soutient plutôt favorablement les valorisations

## AMÉRIQUE LATINE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les conséquences de la guerre au Moyen Orient n'épargnent aucune région du monde. Certaines d'entre elles cependant y sont moins directement exposées. L'éloignement du continent sud américain de cette zone de conflit est un élément qui renforce l'attrait de cette région du globe pour les investisseurs. En effet, son approvisionnement en hydrocarbures provient essentiellement des Etats Unis et très marginalement du Moyen Orient. Plusieurs des pays de la région sont également exportateurs nets de pétrole brut, limitant à ce titre les risques sur les approvisionnements que rencontrent d'autres zones géographiques. Au cours des dernières années, l'**attrait pour cette région s'est renforcé**. Plus stables politiquement, ayant progressivement mis fin aux derniers conflits de frontières, de nombreux Etats ont instauré un cadre institutionnel plus accueillant. Ils ont partout mené des politiques économiques plus rigoureuses pour enrayer des cycles inflationnistes particulièrement sévères. L'Argentine en est le dernier exemple mais le Mexique, le Chili, le Brésil ...ont aussi su maintenir des politiques monétaires prudentes et des politiques budgétaires rigoureuses dans une ferme volonté de préserver la crédibilité de leurs politiques économiques. Cette région du monde est aussi devenue une alternative à l'extrême dépendance du monde aux matériaux nécessaires à la transition énergétique. Si la domination de la Chine reste incontestable, plusieurs pays d'Amérique latine émergent à leur tour comme des fournisseurs crédibles. C'est ainsi le cas du Chili pour le cuivre et le lithium, le Pérou pour le cuivre et l'argent ou le Brésil pour le graphite, le nickel ou le lithium, des minéraux critiques indispensables pour la transition énergétique. Ces précieuses réserves offrent à ce continent, dans un contexte politique plus stable, la capacité de développer les infrastructures nécessaires à leur transformation sur place et de fait, en amont, celle d'attirer **les capitaux nécessaires** à ce processus. Si, à ce jour, le Brésil détient près de 25% des réserves mondiales de métaux critique, il ne compte que pour à peine 0,5% de la production mondiale, cette dernière étant à 70% réalisée en Chine. Courtisé par les Etats Unis mais aussi l'Union Européenne, le Président Lula tient à renforcer la place de son pays dans la chaîne de valeur en maintenant une part plus importante de la transformation de ces métaux ainsi que les gains engendrés. Le gouvernement du Chili, premier producteur mondial de cuivre et deuxième de Lithium, a récemment signé un accord d'exploitation de ces mines avec les Etats Unis. L'accord de l'UE avec les pays du Mercosur devrait à son tour faciliter les conditions d'importations de cuivre et de Lithium en provenance de ce marché. L'Amérique latine s'offre un nouvel avenir où la transition énergétique tient une place importante pour le pays et ses nouveaux partenaires.

## L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS



Avril 2026

Document à caractère publicitaire non contractuel.

BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.